

**Note argu : les leçons du Brexit**

le 04/07/2016

*Une dizaine de jours après le vote des Britanniques en faveur d'une sortie de l'Union européenne, un certain nombre de leçons peuvent déjà être tirées. Si le premier enseignement politique de cet événement absolument fondamental est d'avoir démontré le caractère parfaitement réversible de l'Union européenne, un autre, beaucoup plus sournois, tient à la réaction du système et à la réalité toujours plus inquiétante de cette Union. Après le déni de réalité d'une bonne partie de la classe politique et médiatique, les partisans de l'Union européenne semblent en effet préparer une véritable fuite en avant fédérale, à l'inverse de toutes les aspirations populaires. Le fossé entre l'Union européenne et les peuples n'a donc pas fini de se creuser.*

- **L'hystérie médiatique post-référendum : entre déni démocratique et mensonges de masse.**

**L'état de choc et de sidération du système après les résultats du référendum sur le Brexit a entraîné une réaction de propagande médiatique absolument sans précédent.** Pendant plusieurs jours, et encore aujourd'hui, de nombreux journalistes ont abandonné sur ce sujet toute forme de déontologie et oublié leur devoir d'objectivité pour endosser les vêtements de propagandistes de l'Union européenne.

**Il y a d'abord eu de la part de la presse un déni de réalité sur le vote, devenu déni de démocratie,** insistant sur une hypothétique non-concrétisation du vote britannique. Très vite, les médias se sont ainsi faits l'écho d'une pétition appelant à un second référendum (pétition totalement bidonnée, comportant des dizaines de milliers de signatures en provenance notamment de Corée du Nord et du Vatican, cité-Etat de 920 habitants...). Certains ont ensuite expliqué que le référendum n'engageait pas juridiquement le parlement britannique, faisant des parallèles avec les référendums rejoués, piétinés et contournés en Irlande, en France et aux Pays-Bas. D'autres enfin ont appelé à ignorer ce scrutin, « victoire des gens peu formés sur les gens éduqués », comme l'a expliqué Alain Minc, proche de Nicolas Sarkozy, exposant sans rougir leur **mépris total du peuple.**

Mais plus encore que ce déni ridicule et grossier de démocratie, un autre phénomène insupportable a été le niveau de mensonge et de désinformation dans les médias. Cette désinformation est à mettre en rapport avec la campagne de peur agitée par les partisans de l'Union européenne dès avant le scrutin dans l'hypothèse d'un Brexit. **Le Président du Conseil européen, Donald Tusk, était ainsi allé jusqu'à prédire la fin de la « civilisation occidentale » en cas de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.**

De même, les menaces d'apocalypse économique avant et après le vote ont fusé de toute part. Les propagandistes du système croyant déceler dans la baisse de la bourse londonienne au lendemain du vote, ainsi que dans la baisse de la livre sterling, un début de réalisation.

Pourtant, ces deux événements, bien que réels, ne sont en rien des cataclysmes économiques, au contraire.

Tout d'abord la bourse de Londres, **après un seul jour de baisse modérée, la réalité oblige à dire qu'en une semaine celle-ci a rattrapé toutes ses pertes et se trouve aujourd'hui à son niveau le plus haut depuis août 2015** (gagnant même 7% sur les 5 dernières séances, soit la meilleure performance depuis 2011) ; en outre, quand dans les jours qui ont suivi le Brexit l'indice Londonien baissait en effet, au plus, de -3,15%, les indices de la zone euro s'effondraient eux de -8% à Paris, -6,8% à Francfort et -12,5% à Milan, ce qui tendrait à montrer de quel côté de la Manche se plaçait réellement l'inquiétude des marchés...

**Quant à la baisse, là encore modérée, de la Livre sterling, c'est une excellente nouvelle pour l'économie britannique, notamment pour la compétitivité de son industrie et de ses entreprises exportatrices.** Le FMI lui-même considérant en effet que le niveau de la monnaie britannique était surévalué de l'ordre de 12 à 18%.

D'autres mensonges ont porté sur la campagne elle-même. Dans un but de décrédibilisation du camp vainqueur, les médias ont par exemple prétendu que Nigel Farage, président du UKIP et farouche partisan du Brexit, admettait avoir menti aux Britanniques pour leur avoir soi-disant promis que les 350 millions de livres que le Royaume-Uni versait chaque semaine à l'UE allaient être reversés au système de santé national. Or jamais Nigel Farage n'a fait cette promesse, qui était le fait d'autres partisans du Leave.

**Cet exemple de mensonge, un parmi tant d'autres, sans que jamais ne soient remises en cause les promesses et menaces saugrenues du camp pro-européen, illustre à quel point les médias ont eu et ont toujours une attitude partisane et militante quand il s'agit de l'Union européenne.**

On se souvient également des reportages tournant en boucle d'électeurs pro-Brexit regrettant prétendument leur choix, délivrant des éléments de langage tellement convenus qu'ils n'en étaient pas crédibles.

**Au final, point d'apocalypse d'aucune sorte et une sidération infiniment plus présente dans la caste politico-médiatique française que parmi le peuple ou le personnel politique britanniques.** À ce dernier égard, le renoncement d'un des leaders du Brexit, l'ancien maire de Londres Boris Johnson, au poste de Premier ministre, n'augure en rien de manière négative les suites du vote britannique. À l'horizon du mois de septembre, un nouveau premier ministre sera nommé avec pour mission d'appliquer le mandat délivré par le peuple : **activer l'article 50 et rendre au Royaume-Uni son indépendance, en le sortant de l'Union européenne.**

- **« Référendums » : la classe politique française en pleine opération d'enfumage**

À l'exception du Front National qui s'est investi pour faire vivre en France le débat sur l'appartenance à l'Union européenne à l'occasion du référendum britannique, en soutenant le camp du Brexit, aucun parti politique français n'a voulu jouer le jeu de cette campagne, remisant comme toujours les sujets européens sous le tapis.

Le résultat sorti des urnes les a donc doublement saisis. **Toute idéologique, la réaction des représentants du PS et des Républicains ex-UMP a donc consisté à suivre le bruit médiatique et à plaider en chœur pour « relancer l'Europe ».**

La plupart y sont alors allés de leur proposition de référendum, courant sémantiquement derrière le Front National mais assortissant leur propos d'une double escroquerie.

La première est qu'au contraire de la demande du Front National ou de l'expérience britannique, **aucun de ces partis n'a proposé de référendum sur le maintien ou la sortie de l'Union européenne.** Chez LR, comme au PS, l'idée d'un référendum ne porte en effet que sur un « nouveau traité européen » renforçant les pouvoirs de l'Union européenne et instaurant, de fait, un fédéralisme assumé (gouvernement économique de la zone euro, défense commune, harmonisation fiscale, etc.).

**En d'autres termes, pour les partis du système, les Français ne doivent avoir le choix qu'entre « plus d'Europe » ou bien l'Union européenne actuelle, alors qu'un vrai choix démocratique nécessiterait de leur proposer « moins d'Europe » ou une sortie pure et simple de l'Union européenne,** comme l'ont fait les britanniques et comme le propose le Front National.

**Le retour aux souverainetés nationales est d'ailleurs le souhait d'une écrasante majorité de Français :** selon un sondage TNS-Sofres, seuls 25% des Français souhaitent qu'il y ait « davantage d'intégration entre les nations au sein de l'UE », contre 55% favorables à « plus d'autonomies pour les nations » (20% sans opinion), ce qui, ramené sur une base 100, donne un ratio de 69% des Français favorables à plus de souveraineté pour les Etats.

**La deuxième escroquerie tient évidemment au passif de ces partis et de leurs représentants.** Ni François Hollande ni Nicolas Sarkozy n'ont organisé le moindre référendum national durant leur mandat. Le premier a trahi sa promesse de campagne de revenir sur le Traité budgétaire européen (TSCG) en 2012, négocié par son prédécesseur, en le faisant finalement ratifier par voie parlementaire, le second a attenté à la souveraineté nationale de manière gravissime en faisant approuver par le Parlement en 2008 le Traité de Lisbonne, copie quasi conforme de la Constitution européenne rejetée par les Français par référendum en 2005.

- **Les avantages très concrets d'une sortie de l'Union européenne :**

**En votant pour le retour plein et entier de leur souveraineté nationale, les Britanniques réinstallent leur pays dans le concert normal des Nations.**

Si, bien évidemment, le Royaume-Uni s'ouvre par ce vote de nouvelles perspectives économiques, retrouvant notamment des armes qu'il n'avait plus (protectionnisme intelligent, patriotisme économique) en plus de celles qu'il avait déjà (monnaie nationale), **le Brexit met surtout en lumière les avantages politiques d'une sortie de l'Union européenne.**

**Ainsi, les lois votées par le parlement britannique seront désormais absolues, c'est à dire incontestables.** Les britanniques pourront de nouveau définir et imposer leurs propres normes sociales, économiques, environnementales.

Si par exemple l'envie leur venait d'interdire les OGM, tel ou tel insecticide ou produit chimique utilisé dans leur agriculture, la Commission européenne ne saurait plus s'y opposer, au contraire de la France.

Leur souveraineté commerciale devant être recouvrée, ils pourront, s'ils le souhaitent, rejeter le TAFTA ou tout accord de libre-échange ne répondant pas à leurs intérêts, ce que la France, elle, ne peut pas faire.

Si les Britanniques désiraient restaurer leurs services publics, dans un domaine ou dans un autre, ils auraient demain la possibilité de le faire, quand la France elle, tant qu'elle vivra sous le joug bruxellois, sera contrainte de toujours plus libéraliser les siens, etc. Les exemples peuvent ainsi se décliner à l'infini...

**La souveraineté est synonyme de liberté pour un peuple. Elle est l'essence même de la démocratie.**

**Au delà des avantages économiques immédiats, le retour de la souveraineté nationale est donc d'abord un acte politique fondamental, face aux dérives totalitaires d'une Union européenne toujours plus négatrice des peuples, de leur identité et de leurs intérêts.**

Auteur : Joffrey Bollée